



Syndicat National Unifié des Directeurs, Instituteurs,
Professeurs des écoles, PsyEN EDA, AESH,
Contractuels de l'Éducation Nationale



COMPTE RENDU DU CDEN carte scolaire 1er degré jeudi 27 novembre 2025

en présence du Préfet, de la DASEN et des DASEN adjoints, et des organisations syndicales :
des représentants des élus, d'associations, de fédérations UNSA, FSU, SNALC, **FNEC FP FO**, SUD
de parents d'élèves, des DDEN,

Ordre du jour :

1. Approbation des procès-verbaux des CDEN du 09/02/24 et du 16/10/24
2. Bilan de rentrée
3. Questions diverses

Commentaires FO

M le Préfet annonce qu'il partira à 16h30.

Après lecture des déclarations liminaires du SNALC, DDEN et Ligue de l'enseignement, **déclaration commune FSU, UNSA, SUD, FNEC FP FO, FCPE, CGT.**

Intersyndicale : Demande de donner des réponses concrètes avant de dérouler l'ordre du jour prévu.

M le Préfet : « L'Etat est unique, DASEN et préfet.

AESH : il n'y a pas suffisamment de moyen pour accompagner les enfants handicapés, il y a des efforts, sans doute insuffisants mais vous vous trompez de diagnostic : les moyens réclamés ne peuvent être faits sans redéploiement. D'accord pour interpellier le ministre, c'est le moment de le faire.

Le « redéploiement » c'est ce qui est fait en permanence dans le cadre des PIAL, c'est justement ce qu'il faut arrêter.

Education prioritaire : j'ai régulièrement interpellé les ministres de l'Éducation Nationale sur la révision de la carte de l'éducation prioritaire, je pense que la carte politique de la ville aurait pu être l'occasion de refaire celle de l'éducation prioritaire, ce sont des sujets nationaux, je ne nie pas les besoins de ces établissements.

Manque de remplaçants : la consigne gouvernementale c'est un enseignant devant chaque classe, mais la carte scolaire est à un point de bascule dans l'Hérault, préserver des classes se fait toujours au détriment du nombre de remplaçants. J'espère qu'on aura un budget. Vous faites une déclaration commune, cela a un sens, cela veut dire que vous êtes tous d'accord. »

Inacceptable d'opposer le besoin de maintien d'une classe à celui de remplaçants. encore la même méthode managériale du « redéploiement ».

DASEN : « On n'a jamais dit qu'il y avait trop d'enfants notifiés, c'est du ressort de la MDPH, s'ils sont notifiés c'est légitime ; il y a plus de 3000 AESH. »

FSU : « On a besoin d'un bilan dès maintenant sur l'inclusion, sur les vies scolaires, sur l'éducation prioritaire, des réponses concrètes. »

M le Préfet : « Vous dites que les moyens sont insuffisants, ce que vous demandez c'est quels moyens sont donnés, l'ARS était présente en juillet pour vous les donner. »

FNEC FP FO : « Nous avons noté les chiffres donnés par la représentante de l'ARS, mais

concrètement à la rentrée, les 566 élèves n'ont toujours pas de place en établissements spécialisés, les 117 toujours pas de place en ULIS, les élèves avec des notifications d'AESH n'en ont pas, parfois 1 heure seulement, et les parents ne le savent pas. »

FCPE : « On le sait, ça me fait bouillir: une famille vient de devoir se contenter de la scolarisation à domicile! »

FNEC FP FO : « On constate que c'est de pire en pire, on demande des réponses aux besoins des élèves qui ont besoin de scolarisation adaptée ou spécialisée. »

M le Préfet : «Avec les moyens que nous avons, je suis d'accord pour relayer ce sujet là, mais il n'y a pas de baguette magique, je ne suis pas ministre. »

A l'heure où des milliards sont alloués au budget des armées, qui devient pour la 1ère fois le premier budget de l'Etat devant celui de l'éducation nationale, le représentant de l'Etat ose nous dire qu'il n'a pas de baguette magique ! De l'argent pour l'école publique, pas pour la guerre !

Intersyndicale demande une suspension de séance, puis décision commune de quitter l'instance face à l'absence de réponses concrètes aux revendications.

FSU, SNALC, FNEC FP FO, SUD, UNSA, et FCPE quittent la salle.